

La ménagère en bottes : Survie et représentations sociales face à l'insalubrité aux marchés de Zigida et Matete (Kinshasa)

**par Régine Nambuwa Bila Lenge, Tryphon Ilenda Ngyangisa et
Lauraine Tshilemba Mutapayi**

Résumé

Face à la faillite systémique de l'assainissement à Kinshasa, les marchés publics (notamment Zigida et Matete) se sont reconfigurés en « écosystèmes de survie » où la pression démographique et le manque d'infrastructures redéfinissent la tolérance à l'insalubrité. Reposant sur une approche qualitative (observations et entretiens), cette étude démontre comment les pluies et l'usage nocturne insalubre des étals génèrent une chaîne de contamination biologique complexe des denrées alimentaires. L'article révèle toutefois que cette dégradation persistante ne découle pas d'une ignorance passive des usagers, mais d'arbitrages économiques rationnels soutenus par des mécanismes socio-cognitifs (« marketing du sol », « cécité sélective ») et des blocages institutionnels, faisant primer la subsistance immédiate sur la sécurité sanitaire.

Mots-clés : Cécité sélective, insalubrité, marchés publics, marketing du sol, représentations sociales, sécurité sanitaire des aliments, économie de survie, sachétisation, logiques d'action.

Abstract

Faced with the systemic failure of sanitation services in Kinshasa, public markets (such as Zigida and Matete) have transformed into "survival ecosystems" where population pressure and a lack of infrastructure redefine the threshold of

tolerance for unsanitary conditions. Based on a qualitative approach (observations and interviews), this study demonstrates how rainfall and the unsanitary use of market stalls at night create a complex chain of biological contamination affecting food products. However, the article reveals that this persistent degradation stems not from the users' passive ignorance, but from rational economic trade-offs—underpinned by socio-cognitive mechanisms (such as "ground-level marketing" and "selective blindness") and institutional obstacles—that prioritize immediate subsistence over health safety.

Keywords: Kinshasa, unsanitary conditions, public markets, social representations, food safety, survival economy, fecal contamination, logics of action.

Introduction

Autrefois qualifiée de « Kin la belle », la capitale de la République démocratique du Congo fait aujourd'hui face à une faillite systémique de son système d'assainissement. Sous l'effet d'une forte pression démographique non accompagnée par des infrastructures de base adaptées, la mégapole s'est progressivement métamorphosée en une « ville poubelle », exposant sa population à de multiples maladies endémiques et épidémiques (Mbalanda Willy, 2013).

Dans la partie ancienne de la ville comme dans les zones d'autoconstruction, le réseau d'évacuation des eaux usées est vétuste, dégradé ou tout simplement inexistant. Les canalisations et les collecteurs sont encombrés de détritiques ou bouchés, provoquant d'importants engorgements. Face à ce déficit infrastructurel, les services publics de collecte des ordures ménagères se révèlent incapables d'assurer la salubrité urbaine. Les interventions palliatives d'ONG ou de programmes publics successifs (à l'instar de *Kin-Bopeto*) échouent en raison de l'écart béant entre les ambitions politiques et les ressources budgétaires ou logistiques réellement allouées (Mpiiana, 2021, p. 22).

De surcroît, les services d'hygiène publique orientent prioritairement leurs actions vers le recouvrement de taxes au détriment de la gestion effective des déchets (Iyomi & Kakese, 2018).

Cette impuissance institutionnelle transforme chaque espace vacant, caniveau ou cours d'eau en dépotoir sauvage (Lelo Nzuzi, 2008, p. 142). L'accumulation des plastiques et le déversement des immondices entraînent la pollution des nappes phréatiques, des inondations récurrentes lors des pluies et de graves risques pour la santé publique (Ayimpam, 2014, p. 71). Kinshasa devient ainsi une ville « hantée par son étrangeté », portée à des excès qui réduisent le présent à n'être que des déchets (Nambuwa, 2025 ; de Certeau & Giard, 1980).

Cette crise environnementale globale se manifeste de façon particulièrement aiguë au sein des marchés publics kinois (notamment Zigida et Matete). Ces espaces ne fonctionnent plus seulement comme des lieux d'échanges commerciaux, mais deviennent de véritables « écosystèmes de survie » où l'urgence économique redéfinit les seuils de tolérance à l'immondice (Giros, 2012, pp. 412-415).

La crise sanitaire y revêt une triple dimension :

Les tonnes de restes organiques et d'emballages générées chaque jour par le commerce s'ajoutent aux décharges sauvages pratiquées par les ménages environnants et les riverains. Faute d'infrastructures sanitaires et sous l'effet de l'extrême précarité, les marchés servent la nuit de dortoirs improvisés pour les enfants en rupture sociale. Les étals se transforment alors en lieux d'aisance et en déversoirs pour la « *sachetisation* » des matières fécales en provenance des parcelles et camps militaires limitrophes (ex. camp Ndolo) (Iyenda, 2007). À cela s'ajoute le fait que certains vendeu(rs)(ses) se soulagent directement sous leurs étals au cours de la journée. Lors des intempéries, l'absence de drainage transforme les allées en nappes de boue pathogène. Exposés à même le sol ou sur de simples sacs de jute perméables agissant comme de véritables buvards, les produits alimentaires (légumes, vivres) sont souillés par capillarité.

Face à cette contamination biologique omniprésente, un paradoxe frappant s'impose : usagers, vendeurs et acheteurs font preuve d'une indifférence quasi générale quant à la souillure des denrées. Alors que les acteurs adaptent leurs comportements physiques pour se protéger — comme le port de bottes en caoutchouc pour isoler leurs pieds de la boue —, ils continuent d'échanger, de vendre et de consommer des aliments posés à même ce sol pollué, voire de prendre leurs repas à proximité immédiate des immondices.

La problématique centrale de cette recherche s'articule autour des interrogations suivantes :

Comment l'impératif de survie économique pousse-t-il les usagers des marchés de Kinshasa à tolérer un environnement hautement contaminé, et par quels mécanismes socio-cognitifs (« cécité sélective », « marketing du sol ») normalisent-ils le risque sanitaire ?

L'objectif principal de cette étude est d'analyser les logiques d'action, les rationalités économiques, les représentations sociales et les verrous institutionnels qui perpétuent l'état d'insalubrité chronique des marchés kinois.

De façon spécifique, l'étude vise à :

1. Cartographier le système d'assainissement et les sources de pollution (organique, ménagère et fécale) qui impactent les espaces marchands.
2. Évaluer le risque biologique lié à la vente à même le sol et à la dégradation de la sécurité sanitaire des aliments, particulièrement en période de pluie.
3. Décrypter les rationalités économiques et culturelles des acteurs (arbitrage entre coût, visibilité des produits et urgence de subsistance).
4. Interroger l'efficacité des dispositifs publics de régulation et des pratiques communautaires de salubrité (telles que le *Salongo*).

Pour répondre à ces interrogations, l'étude repose sur une démarche qualitative menée sur le terrain de deux marchés de la ville-province de Kinshasa : Zigida et Matete. Le matériau empirique s'appuie sur la combinaison de deux outils méthodologiques complémentaires :

- L'observation directe : Un suivi régulier des pratiques d'hygiène quotidiennes, des modes de stockage et d'étalage des vivres, des comportements des usagers lors des pluies (usage des bottes, stratégies d'évitement) et des dynamiques d'accumulation et d'évacuation des déchets.
- Les entretiens semi-directifs et informels : Réalisés auprès d'un échantillon diversifié d'acteurs de terrain, incluant des vendeurs, des acheteurs, des éboueurs, des riverains ainsi que des responsables de la gestion et des services d'hygiène des marchés. Au total, 28 entretiens ont été menés : quatorze auprès des vendeurs, huit auprès des acheteurs, deux avec le personnel d'entretien et quatre auprès des gestionnaires et responsables d'hygiène de chaque marché.

Outre la présente introduction et la conclusion générale, l'article est articulé autour de trois axes principaux : (1) Le système d'assainissement des marchés : Vétusté et faillite de la régulation ; (2) Le cycle de contamination féco-organique en milieu marchand : Étude de la métamorphose de l'espace marchand après la pluie et du cycle de contamination féco-organique. (3) Logiques d'action et mécanismes socio-cognitifs des acteurs : le « marketing du sol », la « cécité sélective » et l'accoutumance au risque.

1. Le système d'assainissement des marchés : Vétusté et faillite de la régulation

1.1. Croissance incontrôlée et saturation des espaces

L'assainissement des marchés à Kinshasa est marqué par une défaillance systémique, conséquence directe d'une poussée démographique exponentielle non accompagnée d'un plan

d'aménagement urbain adéquat. La métamorphose progressive de la capitale — jadis surnommée « Kin la belle » — en une métropole asphyxiée par l'insalubrité découle d'un abandon structurel.

Au sein des espaces marchands (notamment Zigida et Matete), cette crise se traduit par une saturation complète ou une absence totale de points de collecte. Conçus à l'origine pour un volume restreint d'acteurs, les marchés kinois sont devenus des zones de surpopulation commerciale où l'espace se dispute au mètre carré. La masse de déchets produite quotidiennement provient d'une multiplicité d'acteurs :

- *Les vendeurs* : Déchets organiques (restes de légumes, poissons, viandes) et détritiques issus des étals (cartons, emballages plastiques, eaux souillées). En l'absence des installations hygiéniques, certains vendeurs urinent en dessous de leurs étals.
- *Les ménages environnants et riverains* : Profitant de la proximité du site pour y déverser leurs ordures ménagères.
- *Les clients et les passagers* : Abandonnant emballages et bouteilles plastiques le long des allées.
- *Les enfants en rupture sociale* : Rejetant urines et matières fécales faute d'infrastructures d'hygiène.

Le cas spécifique du marché Zigida

L'environnement du marché Zigida illustre parfaitement cette vulnérabilité. Implanté face au camp militaire Ndolo et au cœur d'une zone résidentielle, une grande partie de son activité se déploie au sein même de parcelles privées. La paupérisation extrême de l'institution militaire fait de ces camps des foyers majeurs d'émergence des enfants de la rue (de Villers et al., 2000). Les riverains ainsi que les familles du camp voisin y pratiquent régulièrement la « sachetisation » des matières fécales (emballage dans des sachets usagés puis déversement nocturne sur le marché). Une vendeuse témoigne de cette réalité quotidienne :

Chaque matin avant de vendre, je trouve des déchets sur place alors que j'avais nettoyé la veille. Il m'arrive même

de trouver des excréments provenant des parcelles voisines qui n'ont pas de toilettes. Nos voisins du camp Ndolo n'ont pas de toilettes, ils font la sachetisation — ils font caca dans des sachets et viennent les jeter au marché pendant la nuit. La responsable de l'entretien tente parfois de faire interpellier les femmes du camp voisin qui jettent leurs ordures ici, mais elles sont malheureusement toujours relâchées grâce à l'influence de leurs époux militaires. (Vendeuse, marché Zigida)

1.2. Obsolescence matérielle et risque sanitaire

L'effondrement des infrastructures se structure autour de trois constats :

1. Saturation des réseaux : Canalisations coloniales obsolètes, dégradées ou obstruées par le limon et les plastiques (Lelo Nzuzi & Tshimanga, 2021).
2. Refoulement toxique : Lors des fortes pluies, les allées se transforment en nappes de boue contaminées. Les denrées exposées sur des supports perméables sont contaminées par capillarité (*Escherichia coli*, *Salmonella* spp.) (Kapinga et al., 2019).
3. Déficit d'équipements sanitaires : L'absence d'eau potable et de toilettes fonctionnelles contraint les vendeurs et les usagers à des pratiques d'urgence dégradantes (défécation à l'air libre, sous les étals ou miction dans des bouteilles/sachets) (Mbuyi, 2014). Cette situation transforme l'espace marchand en un milieu à haut risque épidémique, favorisant la récurrence de foyers de maladies diarrhéiques, d'amibiase et de choléra, qui frappent fréquemment la capitale congolaise (OMS, 2022 ; Lusamba & Van der Linden, 2017).

1.3. Faillite de la régulation publique et débrouille individuelle

L'action publique se caractérise par une dérive prédatrice axée sur la collecte de taxes plutôt que sur la salubrité (Iyomi & Kakese, 2018). Dans ce contexte, le *Salongo* — travail communautaire

hebdomadaire réservé au nettoyage — échoue en raison d'une temporalité inadaptée à la production quotidienne de déchets. En l'absence d'une véritable chaîne de ramassage, ce nettoyage communautaire débouche sur le simple entassement des immondices dans les allées et les caniveaux, tandis que le caractère obligatoire de la mesure est fréquemment contourné par le recours aux enfants de la rue ou la corruption des agents de contrôle.

Cette crise d'assainissement est exacerbée par la précarisation des agents et l'abandon matériel des infrastructures. Comme le souligne une responsable de marché : « Nous manquons d'engins pour collecter les volumes importants de déchets générés chaque jour par les usagers et le voisinage. Nos éboueurs travaillent sans équipement de protection et avec une rémunération insuffisante : les 10 000 FC versés ne suffisent pas à des chefs de famille. » Directement financée par les commerçants, cette prime dérisoire décourage le personnel et paralyse le service, abandonnant l'espace marchand à la prolifération des décharges à ciel ouvert.

En conséquence, la salubrité repose sur des initiatives individuelles dispersées :

Dès que j'arrive sur mon espace de vente, je balaie les ordures que je trouve et j'asperge d'eau pour éviter la poussière. [...] « Une fois la journée terminée, nous stockons nos déchets à un endroit indiqué. Malheureusement, malgré le fait que nous nettoyions la veille, le lendemain nous nous rendons compte que d'autres ordures ont été ajoutées. (Un vendeur).

Certains commerçants vont jusqu'à utiliser des sacs d'ordures comme socles improvisés pour surélever leurs marchandises, ou jettent leurs déchets dans les rivières adjacentes, aggravant ainsi la pollution phréatique (Ayimpam, 2014). Comme le résume Lelo Nzuzi (2008, p. 142) : « L'évacuation des ordures ménagères et des déchets des marchés est devenue le problème environnemental majeur de Kinshasa.

L'absence d'un système de collecte structuré transforme chaque espace vide, chaque caniveau et chaque marché en dépotoir sauvage. »

2. Le cycle de contamination féco-organique en milieu marchand

Dans les marchés kinois (Zigida, Matete), l'espace marchand ne répond plus aux normes d'aménagement ni d'hygiène publique : il s'est reconfiguré en un véritable « écosystème de survie » où la précarité socio-économique dicte les comportements quotidiens. Dans ce contexte, l'urgence de réaliser un revenu pour assurer la subsistance du ménage relègue la sécurité sanitaire au second plan. L'insalubrité n'est plus perçue comme un danger imminent, mais comme une condition d'exercice inévitable : « *Soki otali bosoto, okoteka te mpe okolia te. Nsima ya mbula, tozali kosala mpe koteka kaka mpo bomoi ekoba.* » (« Si tu regardes la saleté, tu ne vendras pas et tu ne mangeras pas. Après la pluie, nous travaillons et vendons quand même car la vie doit continuer. »)

Le cycle de contamination féco-organique dans les marchés kinois s'articule autour d'une chaîne de causalités biologiques particulièrement critique. Tout commence durant la nuit par les pratiques d'aisance d'urgence, notamment la « sachetisation » des matières fécales déversées par les riverains et le passage des enfants en rupture sociale en l'absence de sanitaires. Ces déjections et déchets se retrouvent ainsi directement déposés sur le sol où sont étalées les marchandises. Lors des intempéries, l'absence de drainage provoque le refoulement et la dilution de ces eaux souillées, transformant le site en une nappe de boue toxique. Ce liquide contaminé s'infiltre alors par capillarité à travers les supports perméables, comme les sacs de jute qui agissent comme de véritables buvards au contact direct des aliments. Le cycle s'achève enfin lors de la vente et de l'acquisition de ces denrées ainsi souillées, qui sont ensuite consommées par la population, concrétisant ainsi le transfert des germes pathogènes.

Le sac en jute, historiquement prisé pour sa porosité permettant aux légumes de respirer, subit un détournement fonctionnel tragique.

Posé sur le sol inondé, il devient une véritable « éponge à pathogènes » (Lelo Nzuzi, 2008, p. 145).

« Nuit après nuit, les gens viennent uriner et faire leurs besoins ici au marché... Le matin venu, les vendeurs étalent les marchandises sur ces mêmes tables et au sol sans bien nettoyer. C'est un grand danger. » (Agent de salubrité informel du marché Zigida).

3. Logiques d'action et mécanismes socio-cognitifs des acteurs

L'analyse des comportements observés dans les marchés kinois (Zigida, Matete) révèle que la permanence de l'insalubrité ne découle pas seulement de défaillances techniques ou financières. Elle s'enracine profondément dans des logiques d'action rationnelles du point de vue économique, soutenues par des représentations sociales et des mécanismes socio-cognitifs d'adaptation à un environnement précaire.

Face au constat paradoxal d'usagers qui semblent « ne plus voir » la souillure, l'analyse des témoignages met en lumière une fracture entre la conscience du danger biologique et les pratiques de subsistance quotidiennes.

3.1. Le « marketing du sol » : De la contrainte spatiale à la stratégie commerciale

Dans les deux marchés concernés par l'étude, comme dans bien d'autres, la vente à même le sol dépasse le simple dénuement matériel pour constituer une stratégie adaptative théorisée sous le nom de « marketing du sol ». Cette pratique repose sur une convergence d'intérêts et de représentations entre vendeurs et acheteurs.

Pour le vendeur, l'étalage à terre réduit les coûts d'équipement et capte immédiatement le regard des passants dans leur axe de vision, ce qui stimule l'achat d'impulsion. Comme l'explique une commerçante du marché Zigida, le sol agit comme une « table directe » rendant le produit immédiatement visible et accessible :

Je pense que les clients aiment acheter ce qui est étalé au sol, car ils ont l'impression que la quantité est plus importante et que c'est moins cher par rapport à ce qui est présenté sur les étales. Si tu dresses les marchandises sur une table haute, les acheteurs ne les voient pas bien et pensent que c'est cher. Si c'est étalé au sol, l'acheteur le voit immédiatement, le touche et l'achète. Pour nous, le sol est notre table directe. (Vendeuse, marché Zigida)

Une autre commerçante du marché de Matete confirme cette double fonction, à la fois commerciale et sécuritaire :

Comme vous pouvez le constater, j'ai une table et, en même temps, j'étales les concombres et le *tangawisi* (gingembre) sur le sac qui est devant vous. La marchandise qui est étalée sur le sac se vend souvent plus rapidement que celle qui est sur la table. En plus, comme les policiers dérangent ceux qui vendent de ce côté, il est plus facile de sauver la marchandise qui est étalée sur le sac que celle qui est sur la table. (Vendeuse, marché de Matete)

Ces verbatim démontrent que la disposition des marchandises dans les marchés populaires ne répond pas seulement à une logique d'hygiène, mais résulte d'un arbitrage permanent entre rentabilité immédiate, contrainte sécuritaire et psychologie de l'acheteur. Dans ce contexte, l'étalage sur un sac posé au sol apparaît comme une « technologie d'adaptation » hautement rationnelle en milieu informel.

D'une part, cette disposition offre à la vendeuse un outil de repli tactique pour évacuer rapidement le stock lors des tracasseries policières ou administratives (ramasser et emporter un sac posé au sol s'avère bien plus rapide que de déménager une table). D'autre part, elle exploite la perception de l'acheteur, chez qui la proximité spatiale crée une illusion d'abondance et de vente directe sans intermédiaire, suggérant un prix plus abordable. Comme le souligne Lelo Nzuzi (2008), cette « stratégie de proximité » transforme le sol en un espace

de transaction simplifiée, où l'opportunité économique et la praticité de l'achat l'emportent sur la vigilance sanitaire face à la charge pathogène.

Face à cette pratique, les régulations administratives se révèlent inefficaces. Comme le reconnaît une responsable du marché Zigida :

« Nous l'interdisons régulièrement, mais certains commerçants sont malins : dès que nous tournons le dos, ils remettent leurs marchandises au sol. »

L'incapacité de l'administration à maintenir une surveillance permanente transforme l'application de la norme en un jeu d'esquive, du chat et de la souris, où la règle est systématiquement contournée dès que la pression policière se relâche. Côté vendeurs, l'étalage sur des sacs ou à même le sol constitue une tactique de survie rationnelle : cette flexibilité spatiale et matérielle leur permet de remballer en quelques secondes pour préserver leur unique capital (la marchandise) en cas de descente des forces de l'ordre. Ainsi, la régulation échoue parce qu'elle s'attaque aux manifestations visibles du commerce informel par une répression ponctuelle, sans traiter les réalités socio-économiques qui contraignent ces vendeurs à occuper l'espace public pour subsister.

3.2. La « cécité sélective » et le paradoxe de la protection individuelle

Pour maintenir l'échange commercial dans un milieu saturé de boue, d'eaux usées et d'effluents fécaux, vendeurs et clients mettent en œuvre un mécanisme psychologique de cécité sélective. Ce mécanisme socio-cognitif repose sur une dissociation entre le produit et son environnement d'exposition :

3.2.1. Dissociation entre support et contenu

L'acheteur concentre son attention sur la fraîcheur ou la couleur de la denrée en occultant la souillure du support (sac en jute imbibé d'eau usée ou terre battue contaminée). L'urgence de se nourrir à bas prix neutralise la répulsion physique.

Je continue toujours à acheter à Zigida malgré l'insalubrité parce que les prix des denrées alimentaires y sont moins chers. [...] C'est la souffrance qui me pousse à venir vendre sur ces étals. Je suis ici pour tenter de survivre ; si cela ne dépendait que de moi, je ne vendrais jamais dans des conditions aussi mauvaises. (Propos croisés d'un acheteur et d'une vendeuse)

3.2.2. Le paradoxe de la botte : bouclier corporel contre indifférence sanitaire

Ce processus s'observe nettement lors des pluies, lorsque l'accès au marché devient impraticable. Un commerce informel de location de bottes en caoutchouc s'y développe alors : usagers et vendeurs s'en équipent pour traverser la boue toxique, tout en continuant d'échanger des denrées alimentaires immergées dans cette même souillure.

Cette pratique révèle un mécanisme socio-cognitif fondé sur une dissociation de la perception du risque : D'un côté, le port des bottes s'inscrit dans une logique de protection du corps mobile : la botte sert d'armure corporelle pour isoler les pieds et les vêtements des eaux souillées, assurant ainsi la préservation de l'hygiène personnelle lors de déplacements dans les allées boueuses. De l'autre côté, ce dispositif étanche s'accompagne d'une occultation de l'aliment, où la contamination des denrées alimentaires exposées à même le sol ou immergées est passivement acceptée. La responsabilité de la salubrité est alors repoussée au cadre privé de la maison, l'usager s'en remettant au lavage domestique ou à la cuisson pour neutraliser la souillure de la marchandise. Ce contraste révèle une dissociation nette entre la préservation immédiate de l'enveloppe corporelle et la négligence sanitaire du produit consommé.

En somme, la botte garantit la circulation du corps, mais non l'hygiène globale. Un acheteur du marché Zigida illustre parfaitement ce contraste :

Nous savons que le sol est plein de boue et de saleté, c'est pour cela que nous portons des bottes pour ne pas nous salir. Mais si tu veux acheter des légumes, tu regardes seulement si le légume est beau et frais. La saleté du sol est une autre affaire, nous la lavons à la maison.



3.3. Accoutumance et neutralisation morale

La confrontation quotidienne et prolongée au danger biologique produit une normalisation de l'insalubrité. Intégrée comme une composante intrinsèque de l'espace commercial — devenant la « seconde nature du marché » —, la saleté cesse de susciter de la réticence. « Je n'ai jamais vu de propreté dans ce marché. Depuis que je fréquente le marché de Zigida, il a toujours été sale. » « L'insalubrité a commencé depuis bien longtemps, je pense que c'est sa seconde nature. »

L'insalubrité est perçue comme un état historique et immuable du lieu, conduisant les usagers à y exercer leurs activités quotidiennes (achats, repas) sans appréhension apparente.

Ce fatalisme partagé s'accompagne d'un principe de simplification sanitaire : la conviction que l'épreuve du feu élimine tout risque biologique lors de la préparation culinaire, ce qui permet de neutraliser la menace et d'autoriser l'achat de vivres pourtant souillés.

« Il n'y a pas de maladie parce que nous vendons au sol. Tout le monde ici a grandi dans cette saleté. Si tu cuis les aliments au feu, le feu tue tous les microbes. Il n'y a aucun danger si c'est bien cuit. »

3.4. Le coût corporel et le désir de régulation autoritaire

Malgré les rationalisations économiques et tactiques du « marketing du sol », la proximité permanente avec l'immondice impose un tribut corporel et sanitaire considérable. Loin d'être indolore, cette pratique expose quotidiennement les vendeurs et les acheteurs aux infections cutanées, aux pathologies respiratoires et aux risques vectoriels. Faute de protection sociale et d'alternatives viables, ces affections ne sont pas ignorées, mais somatisées et naturalisées par les commerçants comme des « coûts du métier » inévitables (Iyenda, 2007, p. 156). Le corps devient ainsi le premier amortisseur de la précarité infrastructurelle du marché.

Face à cette dégradation continue de l'environnement des marchés, les dispositifs d'assainissement communautaires ou

institutionnels ont montré leurs limites. C'est notamment le cas du *Salongo* (travaux communautaires obligatoires), perçu par les usagers comme une routine rituelle et superficielle qui déplace les immondices sans jamais les éliminer durablement (Mpiana, 2021, p. 28). Cet échec récurrent de la gestion urbaine engendre un profond sentiment d'impuissance collective chez les usagers.

De manière paradoxale, cette fatigue sociale face à l'insalubrité conduit certains usagers — usés par l'inefficacité des règles douces — à réclamer un basculement vers une régulation coercitive, voire violente. L'insalubrité n'est alors plus perçue comme un problème structurel d'infrastructures, mais comme une défaillance morale des individus qu'il faudrait corriger par la force, comme le résume un acheteur du marché Zigida :

Je pense que les vendeurs se sont habitués à vendre dans la saleté. On les voit vendre à côté des déchets, parfois là où il y a des eaux usées ; même manger à côté de la saleté ne les dérange pas. La seule manière de mettre fin à ce problème est de recourir au fouet, car le Congolais n'écoute que par la force. (Acheteur, marché Zigida)

Ce discours révèle une contradiction majeure du commerce informel : alors que les commerçants développent des « technologies d'adaptation » très élaborées pour survivre (étalage sur sac, repli rapide), l'impuissance publique finit par interioriser chez les usagers l'idée que seule une violence d'État (« *le fouet* ») peut restaurer l'ordre spatial et sanitaire. La norme administrative n'étant plus respectée, c'est l'autoritarisme physique qui apparaît, par désespoir, comme l'ultime recours de régulation.

Conclusion

Au terme de cette étude consacrée aux marchés kinois — et particulièrement au marché de Zigida et Matete —, il apparaît

clairement que la persistance de l'insalubrité et la dégradation de la sécurité sanitaire des aliments ne relèvent pas d'une simple inculture d'hygiène ou d'une ignorance passive de la part des usagers. L'espace marchand kinois s'est reconfiguré en un « écosystème de survie » où l'urgence économique de subsistance redéfinit continuellement les seuils de tolérance à l'immondice.

L'analyse des logiques d'action et des représentations sociales permet de déconstruire plusieurs paradoxes comportementaux cruciaux au sein des marchés kinois. En premier lieu, la faillite systémique de l'assainissement se traduit par l'obsolescence des réseaux de drainage et l'absence d'infrastructures de base, une situation aggravée par la « sachetisation » des déjections issues des parcelles et camps militaires environnants (comme le camp Ndolo) qui transforme le site en réservoir pathogène ; lors des pluies, l'eau devient un vecteur mobile de contamination et les supports perméables, à l'instar des sacs en jute, imbibent les denrées par capillarité. Parallèlement, l'exposition des marchandises au sol répond à la rationalité du « marketing du sol », un ajustement commercial stratégique où l'occupation du champ visuel, l'illusion d'abondance et la promesse de prix abordables capturent le regard pour déclencher l'achat sur un support de transaction directe. Pour faire face à ce danger omniprésent, usagers et commerçants développent une « cécité sélective » et une mise à distance du dégoût, illustrées par le paradoxe du port de bottes en caoutchouc : si les acteurs investissent dans la protection étanche de leur corps mobile, ils occultent la souillure de l'aliment et repoussent la gestion du risque au cadre domestique via le lavage ou la croyance en la « purification par la cuisson ».

Enfin, cette dynamique s'inscrit dans une impasse institutionnelle où les réponses publiques actuelles, réduites à la pratique rituelle du *Salongo* hebdomadaire ou à la collecte prédatrice de taxes, demeurent inadaptées au volume quotidien d'immondices, laissant des autorités administratives dépourvues d'équipements et de sites d'enfouissement démunies face aux conflits d'usage et à l'impunité des riverains.

Perspectives et recommandations

Pour briser ce cycle d'accoutumance au risque, les réponses uniquement coercitives (telles que le recours à la force ou les interdictions administratives isolées) sont vouées à l'échec, car elles ignorent la réalité de l'économie informelle et des besoins de survie. Changer ces logiques d'action exige de repenser globalement l'aménagement et le design des marchés publics :

1. Concevoir des tables d'exposition surélevées mais modulaires, peu coûteuses et pensées pour être aussi attractives, visibles et proches du regard de l'acheteur que le sol, tout en les préservant du contact direct avec les eaux de ruissellement.
2. Restaurer en urgence les canaux d'évacuation et de drainage, tout en construisant des sanitaires publics raccordés pour éradiquer les déversements nocturnes de matières fécales (*sachetisation*).
3. Remplacer le *Salongo* rituel par un système continu d'évacuation des déchets, dotant les éboueurs de matériel de protection adapté et de rémunérations dignes, tout en responsabilisant conjointement les comités de vendeurs et les riverains.

En définitive, tant que les contraintes d'extrême précarité prévaudront et que la salubrité urbaine demeurera le parent pauvre des politiques publiques, la « ménagère en bottes » continuera d'incarner cet arbitrage tragique mais rationnel entre la préservation de sa subsistance quotidienne et la négligence forcée de sa sécurité sanitaire.

Bibliographie

- Ayimpam, S. (2014). Économie de la débrouille à Kinshasa : Informalité, commerce et réseaux sociaux. Karthala.
- De Certeau, M., & Giard, L. (1980). L'invention du quotidien, 1 : Arts de faire. Union Générale d'Éditions (10/18).
- De Villers, G., Tshonda, J. O., & Lelo Nzuzi, F. (2000). Anarchie constructive et gouvernance à Kinshasa. Institut Africain - CEDAF / L'Harmattan.
- Giros, A. (2012). L'insalubrité à Kinshasa : entre fatalisme et stratégies de survie. Cahiers d'Études Africaines, 52(206), 412–415.
- Iyenda, G. (2007). Moyens de subsistance urbains et pauvreté à Kinshasa. L'Harmattan.
- Iyomi, I. M., & Kakese, M. E. (2018). Problématique de la gestion des déchets solides dans les marchés de Kinshasa : Cas du Marché Central. Revue Congolaise des Sciences Agronomiques, 11(3), 81–92.
- Kapinga, A. M., Musibono, D. E., & Nlandu, M. (2019). Évaluation de la qualité microbiologique des denrées alimentaires vendues à même le sol dans les marchés de Kinshasa. Congo Sciences, 7(2), 88–97.
- Lelo Nzuzi, F. (2008). Kinshasa : Ville et Environnement. L'Harmattan.
- Lelo Nzuzi, F., & Tshimanga, R. M. (2021). Infrastructures de drainage à Kinshasa : Diagnostic de l'obsolescence et enjeux d'aménagement. Revue Congolaise de Géographie et Développement, 5(1), 45–63.
- Lusamba, J., & Van der Linden, M. (2017). Accès à l'eau potable et à l'assainissement dans la ville-province de Kinshasa : Enjeux de santé publique et vulnérabilité des zones marchandes. Santé Publique et Développement, 19(3), 112–128.
- Mbalanda, W. (2013). Kinshasa : Problématique de la gestion des ordures ménagères et assainissement urbain. Edilivre.

- Mbuyi, A. (2014). Déficit d'infrastructures sanitaires et pratiques d'hygiène dans les marchés urbains. *Revue Congolaise des Sciences Sociales et Humaines*, 12(2), 45–62.
- Mpiana, J. P. (2021). La gouvernance urbaine à l'épreuve de l'insalubrité à Kinshasa : Une analyse des politiques publiques de gestion des déchets. *Cahiers de l'Afripol*, 2(1), 15–34.
- Nambuwa Bila Lenge, R. (2025). Regard de Sylvain Shomba Kinyamba sur la vie quotidienne congolaise. Dans *Penser les sciences sociales au Congo et en Afrique* (p. 107–125). L'Harmattan.
- Organisation Mondiale de la Santé. (2022). Bulletin d'information épidémiologique : Surveillance du choléra et des maladies à potentiel épidémique en RDC (Province de Kinshasa) (Rapport technique). OMS.